

Mario Albertini

# Tutti gli scritti

VI. 1971-1975

a cura di Nicoletta Mosconi

Società editrice il Mulino

# Le XIII Congrès du Mfe (Nancy, 7-9 avril 1972) Rapport politique du Président du Bureau exécutif, Mario Albertini

## I

Ce Congrès, le XIII<sup>e</sup> Congrès du Mfe, ne doit pas seulement discuter et choisir une ligne politique sur la base de la situation européenne actuelle, il doit également apporter sa contribution à l'unification de tous les fédéralistes. Cela comporte de la part de tous, et donc, également de notre part, la recherche de présupposés permettant aux fédéralistes de choisir en commun, à chaque fois, une politique concrète.

Notre passé connaît, par ailleurs, l'expérience d'une scission. Nous devons donc fonder la réunification sur des bases plus solides que celles du passé, en surmontant, entre autres, la difficulté créée par le fait que, depuis 1956, les expériences des fédéralistes ont été différentes et ceci pour des raisons que la division en organisations séparées nous a empêchés de bien connaître.

Il faut donc, en premier lieu, prendre conscience de ces différences théoriques et pratiques et les accepter avec loyauté, puisque personne dans le milieu fédéraliste n'a le droit de condamner les autres comme hérétiques. Mais, il faut aussi, en même temps, rechercher et trouver ce qui nous unit par delà ces différences, pour fonder notre unité sur des bases indestructibles.

Nous ne pouvons certainement pas critiquer sérieusement la division de l'Europe tout en restant nous-même divisés. Mais il y a autre chose. Par le seul fait d'exister, notre unité a une profonde signification politique et historique. Nous sommes la première et jusqu'ici l'unique organisation supranationale pour la lutte politique dans l'histoire du système européen. Notre organisation constitue donc la preuve concrète qu'il est possible de dépasser les positions nationales, en ce qui concerne l'engagement politique. En tant que telle, elle constitue un défi pour tous, et en premier lieu pour nous-mêmes.

Pour nous-mêmes qui devons démontrer que nous sommes capables de maintenir, de développer et d'employer efficacement, dans notre lutte, notre unité supranationale. Défi pour les partis, et pour tout autre groupement politique, y compris les partis qui pourraient se former dans le milieu de la contestations, qui, par rapport à notre unité supranationale ne pourraient masquer éternellement la substance nationale de leur politique par un internationalisme de façade et velléitaire.

Naturellement, notre unité n'exclut pas la diversité, mais au contraire l'assume. Elle ne peut certainement pas être basée sur une pensée monolithique et dogmatique. Le fédéralisme est la forme de liberté la plus poussée parce qu'il constitue l'unité de toutes les libertés, de toutes les diversités. Il est donc une unité qu'il faut reconquérir jour après jour, en rétablissant chaque fois un lien entre les expériences nécessairement différentes, à cause de la nouveauté continuelle de la vie, de chaque groupe et de chaque fédéraliste. Une unité de ce genre ne peut exister sans confiance réciproque et le plus grand effort de clarté de la part de tous.

Les diversités séparent quand elles ne sont pas ouvertement admises, quand on cache totalement ou partiellement sa pensée par peur du jugement d'autrui, ou pour dominer les autres tout en ne leur laissant pas connaître ses propres intentions. Les diversités séparent les hommes qui ne sont pas libres, mais elles unissent les hommes libres, qui n'ont pas besoin de cacher leur pensée parce qu'ils ne veulent ni dominer ni servir, et qu'ils ne sont incités à mépriser la pensée de personne, parce qu'ils ne se mettent jamais au-dessus des autres et qu'ils savent que l'erreur aussi fait partie du processus de connaissance de la vérité.

En ce qui nous concerne, le devoir de clarté nous impose de dire ouvertement, sans aucune réticence, de quelle manière nous avons interprété le fédéralisme au cours de ces dernières années. Je ne pourrais certainement pas dire ce qu'a été le Mfe, dans sa signification globale depuis 1956. Il s'agit là d'un problème que chacun de nous peut tranquillement laisser aux historiens qui s'en occuperont dans le futur. Mais chacun de nous doit dire comment il a vécu son expérience fédéraliste, ce qui signifie également dans la mesure du possible, et avec un esprit toujours prêt à admettre ses propres erreurs, à dire comment il a compris l'expérience des autres militants et avant tout l'expérience des grand théoriciens qui ont créé les bases de la pensée fédéraliste.

C'est la première chose à faire pour reconquérir l'unité et pour la maintenir. Les difficultés à surmonter pour créer un Mouvement supranational non seulement sur le papier, mais également dans la réalité concrète de l'action et de la lutte, sont très grandes et ce n'est qu'en partie que nous les avons surmontées. Pour les surmonter complètement nous devons nous connaître mieux. Moi qui vous parle, j'ai fait avec d'autres militants une expérience que les autres ont appelée «hamiltonienne». Or, il est certain que nous avons étudié la pensée d'Hamilton, qui nous semble une base indispensable à tout fédéraliste, mais il est sûr que si nous devons choisir le nom d'un théoricien afin de choisir notre étiquette, nous indiquerions plutôt le nom de Kant de préférence à celui d'Hamilton.

Comme théoricien de la politique et du droit, Kant est un fédéraliste. Kant est le seul penseur qui ait élaboré une conception fédéraliste du développement dialectique de l'histoire vers le but de l'affirmation universelle de la paix, de la liberté, de l'égalité et de la raison.

Aujourd'hui nombreux sont ceux qui pensent qu'il est possible de faire de la politique sans s'inspirer des grands principes théoriques. Cette attitude est présente malheureusement aussi parmi les fédéralistes. Mais, à notre avis, il faut se demander si cela n'est pas une attitude à surmonter. Il faut également se demander si cela n'est pas un signe, peut-être le plus important, de la décadence de l'Europe divisée, de la reddition à des pouvoirs de plus en plus technocratiques et de moins en moins humains.

A notre avis, notre force et la force même de l'Europe qui cherche encore à s'unir est, en dernière instance, la force de nos principes théoriques, et donc, en premier lieu, la force de la pensée de Kant et de tous les grands théoriciens qui, après Kant, ont apporté une contribution effective à la conception du fédéralisme, c'est-à-dire à la seule conception sur la base de laquelle on puisse unir l'Europe, la conception de l'unité dans la diversité.

## II

Il n'est pas facile de dire en peu de mots quelle est pour nous la signification de l'unité européenne. Lorsqu'on comprend que l'unité européenne est nécessaire, et que l'unité ne peut être

assurée sans fédération, on peut avoir l'illusion d'avoir saisi l'essentiel et d'être arrivé à une conclusion. Mais ce n'est pas exact: on a seulement trouvé le point de départ d'une expérience nouvelle. Ce n'est qu'au cours de cette expérience que la signification de l'unité européenne se révélera graduellement.

Je dirai donc quelle a été pour nous la signification de l'unité européenne au début de notre expérience et ce qu'elle est maintenant. L'idée d'unité européenne n'est pas une idée nouvelle. Dans sa forme moderne, fédéraliste, elle remonte aux nœuds faits et défaits par la Révolution française. C'est un passé qui nous concerne, que nous devrions connaître, que nous devrions illustrer. Il est notoire que lorsque le principe national moderne s'est affirmé dans la réalité pratique par l'Etat populaire, c'est-à-dire l'Etat national, dans la réalité idéale le principe des Etats-Unis d'Europe s'est affirmé également. Il y a à ce propos un fil conducteur qui commence avec la composante cosmopolite de la Révolution française et l'utopie européenne de Saint-Simon et qui ne se rompt plus. On ne le retrouve pas seulement chez les grands utopistes, chez les grand animateurs des congrès de la paix et des congrès de juristes à la fin du siècle dernier. On le retrouve également à cheval entre l'utopie et la réalité politique, dans les idéologies qui ont constitué tour à tour la pensée politique dominante. Ce fil conducteur a alimenté la pensée libérale, la pensée démocratique et la pensée socialiste qui ne pouvaient être formulées autrement que comme solutions valables pour tous les hommes et, en particulier, pour les européens et pas seulement pour les citoyens d'un pays déterminé.

Cette substance internationaliste à tendance fédéraliste, dans le sein même des idéologies qui ont animé le processus historique du siècle passé est beaucoup plus consistante qu'on ne le pense d'habitude, s'il est vrai que Lénine en 1915 sentait le besoin de prendre position sur «le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe». La force de ce mot d'ordre était encore suffisamment importante pour constituer un obstacle à l'affirmation de sa ligne politique et Lénine, dans ce qu'il avait écrit à ce propos, n'a pas voulu, ni peut-être n'a pas pu, démentir la signification positive des Etats-Unis d'Europe, mais il se limitait à affirmer la nécessité de prémisses, celles de la révolution socialiste en Europe, révolution que, du reste, il jugeait proche, et il maintenait ainsi à l'horizon d'un futur rapproché et concevable la lutte pour les Etats-Unis d'Europe.

A quoi doit-on qu'un idéal ainsi démenti par les faits ait résisté à travers l'histoire, au cours du siècle dernier et pendant la première moitié du nôtre? Notre hypothèse est que la contemporanéité – encore dans l'ombre, mais néanmoins réelle – de l'affirmation pratique des nations modernes et de l'affirmation idéale des Etats-Unis d'Europe naîtrait d'une nécessité idéale, immédiatement compréhensible: l'idée nationale en tant que nouvelle idée de l'Etat exige en effet une nouvelle conception de la société internationale. Cette nécessité n'était pas seulement idéale mais aussi pratique. Le fait que l'Etat national comme formule politique soit incompatible avec le vieux système de l'équilibre européen, basé sur des Etats absolus mais limités, n'a pas encore été suffisamment souligné, mais Proudhon en avait eu l'intuition pendant le cours même des événements et Mazzini en avait surmonté l'obstacle tout en prédisant la fraternité des peuples.

Cette limitation était très marquée dans la politique internationale, parce que l'aristocratie était une société européenne avec une solidarité européenne au dessus des Etats. Jusqu'à la Révolution française l'identification ultime et fondamentale de la personnalité politique ne se manifestait pas comme un lien ni avec l'Etat ni avec la nationalité, mais avec la chrétienté, ou dans la version laïque avec la République européenne des hommes de lettres. Metternich pensait encore ainsi et croyait vraiment à un ordre – et même à un ordre juridique, le droit européen – par delà des Etats.

Cette limitation, d'autre part, était également très marquée dans les conditionnements internes de la politique internationale, soit parce que la culture du peuple (la nationalité) ne représentait pas encore un élément vital pour l'Etat, soit parce que l'amalgame des intérêts économiques de tous et des motivations de la politique des Etats, telle qu'il s'est développé avec la révolution industrielle et la pleine réalisation de l'Etat bureaucratique moderne, ne s'était pas encore formé. La fusion de l'Etat et de la nation a supprimé des limitations qui laissaient en dehors de la sphère de l'Etat de nombreuses valeurs civiles et matérielles. Les rapports entre les Etats sont alors devenus très difficiles. L'Europe a fait l'expérience d'une division qu'elle n'avait jamais connue dans le passé. Cet aspect de la dernière phase de la vie du système européen des Etats nationaux devrait être, à mon avis, plus présent à nos esprits et il devrait être étudié plus en profondeur.

En tout cas, un fait est certain: l'affirmation du principe national en Italie et en Allemagne, correspondant au dépassement définitif de la politique internationale des souverains éclairés, a débouché sur la première guerre mondiale et elle explique le caractère neuf, généralisé et total de cette guerre. D'autre part, l'universalisation du principe national en Europe, universalisation engendrée par la première guerre mondiale, a, à son tour, débouché sur la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire sur la fin de l'Europe, Europe qui ne pourra désormais retrouver son rôle actif dans l'histoire que lorsqu'elle résoudra, par son unification, le problème international posé par la création de l'Etat national.

La puissance, c'est-à-dire le pouvoir effectif de décision au niveau international, a émigré depuis l'Europe vers l'Amérique du Nord, vers le territoire que couvrait l'Empire des Tsars et qui a été consolidé par l'Union Soviétique et vers la Chine, même si cela s'est produit de façon embryonnaire. Il ne s'agit pas d'un événement que nous pourrions dès à présent inscrire dans l'idée des cycles historiques en tant que tarissement de vieilles forces historico-sociales et avènement de nouvelles forces historico-sociales. Il s'agit au contraire – et les jeux ne sont pas encore faits, parce que l'Europe peut encore être unifiée – du tarissement historique d'une formule politique, la formule de l'Etat national, et de l'affirmation irréversible au cours de l'histoire de nouvelles formes étatiques, plus amples et plus complexes, sur une base implicitement ou explicitement multinationale (la Chine est une civilisation, de même que l'Europe, et elle n'est pas une nation; et les Etats-Unis d'Amérique sont, comme on l'a dit, dans des limites déterminées, une fédération européenne réussie) avec une structure fédérale ou pratiquement impériale derrière le voile de l'idéologie.

Quand nous avons commencé notre expérience fédéraliste nous nous sommes trouvés face à cette réalité, face aux conséquences d'un passé historique qui nous était encore obscur. Mais une chose nous paraissait claire: pour l'Europe la division signifiait désormais la mort historique. Les maux de la division de l'Europe étaient et sont un fait d'évidence commune. Mais le fait que ces maux sont mortels, qu'il n'y a pas d'avenir pour les Etats s'ils ne se fédèrent pas à temps n'est pas encore un fait d'évidence commune. Ce caractère de la réalité était reconnaissable, en ce qui concerne ses éléments essentiels, dans la pensée d'un sage italien.

Nous pouvons rappeler brièvement sa pensée parce que, même si cela a été le souci de toute sa vie, il l'a exprimée de façon lapidaire dans une occasion dramatique, celle de la chute redoutée et imminente de la Ced: «Dans la vie des nations, l'erreur habituelle est de ne pas savoir saisir l'instant fugace et cette erreur est irréparable. La nécessité d'unifier l'Europe est évidente. Les Etats actuels sont de la poussière sans substance. Aucune d'eux n'est en mesure de supporter le coût d'une défense autonome. Seule leur union peut les faire subsister. Le problème n'est pas de choisir entre l'indépendance et l'union mais entre exister unis ou disparaître. Les hésitations et les discordes des Etats italiens de la fin du XV<sup>e</sup> siècle ont coûté aux italiens la perte de l'indépendance pendant trois siècles; et le temps qu'il leur a fallu pour prendre une décision, à cette époque, n'avait duré que quelques mois. Le moment propice pour réaliser l'union européenne n'est donc que celui pendant lequel subsisteront en Europe occidentale les mêmes idéaux de liberté. Sommes-nous sûr que les facteurs opposés aux idéaux de liberté n'auront pas soudainement une force suffisante pour empêcher l'union de se faire, en faisant retomber les uns dans l'orbite nord-américaine et les autres dans l'orbite russe? Un territoire italien pourra encore exister et non pas une nation destinée à vivre comme unité spirituelle et morale à la condition seulement de renoncer à une absurde indépendance militaire et économique».

Il s'agit d'une note écrite le 1<sup>er</sup> mars 1954 par Luigi Einaudi alors qu'il remplissait ses fonctions de Président de la République italienne. Nous connaissons depuis longtemps ce jugement historique de Luigi Einaudi. Nous savons que nous nous trouvons face à l'éventualité de la mort historique de l'Europe et que le temps qui nous reste est court. Nous savons que nous devons nous battre pour l'unité de l'Europe, sans perdre du temps, même si toutes les forces politiques perdaient et perdent leur temps parce qu'elles donnent toujours la préférence aux finalités nationales plutôt qu'aux véritables objectifs européens, et elles conçoivent l'unification comme un processus tellement long qu'il sera irréalisable.

Au moins en nous, l'unité européenne aurait dû vivre tout de suite parce que seule la vie peut vaincre la mort. Et en nous battant contre tout ce qui divise l'Europe dans la tentative de la négation de la division de l'Europe, l'idée de ce que pourrait être



l'Europe est devenue claire. Nous avons été et nous sommes les ennemis de l'Etat national exclusif. Notre expérience culturelle a été fondée sur la négation de l'Etat national. Nous nous sommes formés et nous cherchons à nous exprimer par cette négation. Ce sont du reste nos travaux qui constituent, si je ne me trompe, la seule tentative sérieuse de démystification de ce type d'Etat. Naturellement, la prétention de nier ne correspond pas au succès de la négation. De cela, nous ne sommes pas juges, ce sont les autres qui le sont. Je ne peux qu'exposer en bref nos idées. En voici une. Le passage de l'Etat national à l'Etat européen implique une transformation matérielle, historique, de grande importance; un véritable changement de base sociale. On a l'habitude de considérer le mot «social» comme un simple synonyme de «classes» et de «lutte de classes». Mais la réalité est plus complexe. On oublie ainsi l'énorme importance sociale du fait national.

L'Etat national est la communauté politique qui cherche à rendre, et en partie y réussit, homogènes tous les noyaux communautaires existant en son sein. Au fond, sa nature tendanciellement totalitaire se manifeste déjà dans le fait que ce type d'Etat vit s'il réussit à rendre la langue unique et les mœurs homogènes sur tout son champ d'action (même si, pour les mœurs, il a réussi à imposer l'illusion, plus que la réalité de leur unification). Cette base sociale artificielle fait en sorte qu'un homme qui naît à Turin se sent l'égal d'un homme qui naît à Palerme et différent, différent dans son origine humaine, de tout homme né dans un autre Etat (même si, en fait, et abstraction faite de l'origine commune de tous les hommes, il y a plus de distance entre un Turinois et un Palermitain que, par exemple, entre un Turinois et un Lyonnais).

Bien. Il n'est pas possible de construire l'Etat européen sur cette base sociale ou de provoquer la formation de cette base à l'aide d'un Etat européen. Il a été possible de créer la langue italienne comme langue nationale à partir de Florence, la langue française à partir de Paris. On ne peut rien faire de semblable en Europe. Aucun centre de pouvoir n'est en mesure d'imposer une langue unique en Europe, d'obtenir que les Français cessent de parler en français, les Italiens en italien. A plus forte raison, aucun centre de pouvoir n'est en mesure d'imposer en Europe l'illusion, et en partie la réalité, de mœurs uniques. Pour exprimer à l'aide d'une formule cette situation, nous nous sommes habitués à dire

qu'en Europe ne pourra se former qu'un peuple de nations, non pas un peuple national. Un peuple fédéral, pluraliste, non monolithique.

C'est un aspect réel qu'il faut prendre en considération. Le second aspect réel qu'il faut prendre en considération, est de caractère institutionnel. Je dois poser en principe que je ne comprends pas les objections d'«institutionnalisme» qui sont adressées aux fédéralistes. Il va de soi qu'il n'y a pas d'institutions sans base sociale correspondante et qu'on ne peut lutter pour certaines institutions que si l'on estime qu'il y a une base sociale pour les fonder et les faire fonctionner. Souvent le devoir politique suprême est vraiment de détruire des institutions qui étouffent de nouvelles capacités sociales. Je voudrais poser en principe aussi que celui qui refuse l'institutionnalisme européen accepte, en fait, l'institutionnalisme national, même s'il ne s'en rend pas compte, et considère comme «organique» un processus, celui de la nation, qui exige en réalité une condition institutionnelle préalable: le cadre national d'expression des forces historiques.

Cela dit, je voudrais aborder mon sujet à l'aide d'une clef empruntée à la culture anglo-saxonne. Dans la culture anglo-saxonne, on connaît bien la distinction entre le principe unitaire (national) et le principe fédéral (pluraliste). Dans l'Etat national, la représentation souveraine est unitaire. La «république une et indivisible» s'ensuit, réduisant à une pure forme apparente la division des pouvoirs qui devrait pourtant constituer la garantie politique de la liberté; et une conséquence vraiment démoniaque s'ensuit également: le centre de pouvoir qui a dans ses mains l'épée, l'armée, a aussi dans ses mains l'école, la culture.

Cet Etat ne peut pas – toute aspiration dans un autre sens reste marginale, velléitaire – ne pas se servir de l'école et de la culture pour faire des citoyens de bons soldats. Et il le fait. L'histoire nationale, qui nous poursuit de l'école primaire à l'université, met à nu, dans des récits édifiants pour les enfants, le respect de la culture historico-sociale pour les besoins pratiques, autoritaires et belliqueux, de l'Etat. C'est cette culture qu'on retrouve dans l'aspect étatique des comportements sociaux – élections nationales, service militaire national – et dans les rites politiques.

C'est cette culture qui se manifeste encore insidieusement dans le fait même de la division arbitraire des données de la réalité historique et de l'actualité politique et sociale dans les cadres

nationaux, plus insidieusement parce qu'à ce niveau l'absence d'éclat et d'édification visible, c'est-à-dire l'objectivité scientifique comme comédie sociale, fait taire la conscience de ne pas avoir servi la vérité, mais le pouvoir. Cette culture, qui dépend de l'Etat, fait de l'Etat national le maître de la conscience des individus.

Dans l'Etat fédéral, au contraire, il y a dédoublement de la représentation souveraine, de la souveraineté. La lutte politique ne se déroule pas dans un seul cadre, pour un seul pouvoir, qui ensuite contrôle avec les préfets tous les pouvoirs de niveau inférieur. Elle se déroule dans le cadre fédéral et dans le cadre des Etats membres. La différence est essentielle. La division du pouvoir à l'échelle territoriale, au lieu d'être exclusivement fonctionnelle, trouve une base sociale effective. Et cette distribution du pouvoir sur une base territoriale, dans sa forme typique, ne peut pas se maintenir sans le primat de la constitution sur le pouvoir.

Son unité réside, en effet, en une règle, celle de la distribution du pouvoir entre chaque Etat membre et le gouvernement fédéral, tandis que dans l'Etat unitaire l'unité réside en un centre de pouvoir auquel tout est subordonné, juge et partie en fait de la même constitution. Ce n'est pas le hasard si la théorie du jugement constitutionnel des tribunaux – et non seulement la cour constitutionnelle, fruit tardif de la décadence de l'Etat national – est née avec le premier Etat fédéral de l'histoire, la fédération américaine. Ce n'est pas le hasard si la fédération américaine, embryon et résidu du premier fait fédéral, n'a pas de ministre de l'éducation, ni de ministre de l'intérieur, ni de préfets.

Voilà. L'Europe aurait cette base sociale, ce caractère institutionnel, cette distribution légale du pouvoir. C'est la prévision raisonnable d'une situation réellement possible, même s'il faut admettre qu'elle ne serait pas encore parfaitement fédéraliste. Ce n'est pas du tout un rêve, parce que cette situation ne dépendrait pas de l'arbitraire individuel mais de l'impossibilité de former un Etat national européen, unitaire et centralisé. Mais cette conclusion ne suffit pas pour rendre compte du sens de l'unité européenne. Les fédéralistes assument la responsabilité de l'imperfection européenne à laquelle j'ai fait allusion, et du fait que cette imperfection correspond en effet à une négation insuffisante des valeurs autoritaires et belliqueuses de l'Etat national. C'est pourquoi leur discours va au delà de l'Europe, au delà d'une manière déterminée. C'est pourquoi nous disons,

quand les servitudes de la lutte restreignent trop l'horizon et que nous éprouvons le besoin de scruter au loin, qu'il nous appartient de faire de la politique pour préparer le jour où les hommes ne seront plus contraints de faire de la politique. Nous nous battons pour l'Europe seulement parce que la conscience révolutionnaire ne permet pas de s'évader de la réalité.

A ce propos, je voudrais souligner deux choses. La première, c'est que personne n'obligera les fédéralistes, même si nous obtenons l'Europe aussi grâce à eux, à rester du côté du gouvernement européen. Les plus conscients d'entre nous, même au prix d'être moqués, comme cela est arrivé, ont toujours soutenu que leur place, en Europe, sera dans l'opposition. L'Europe le permettra. L'Europe aura une opposition. Il est curieux que les gauches nationales n'en tiennent pas compte, et finissent par imaginer un Etat européen plus compact, plus totalitaire, que l'Etat national. En réalité, les gauches nationales devraient se demander si une opposition européenne ne serait pas plus féconde que les oppositions nationales. Mais je veux expliquer ce paradoxe: la participation à la construction d'un Etat que nous savons déjà devoir refuser. Ce n'est pas du tout déconcertant. C'est le paradoxe de chaque pas en avant sur le chemin de la révolution. La révolution est mondiale et universelle. Chaque pas en avant sur ce chemin n'a pour cette raison de sens que si celui qui en assume la responsabilité – et cela arrive toujours, d'une façon ou d'une autre – accepte ce destin: rester dans l'opposition après s'être acquitté de sa tâche.

Je m'expliquerai mieux, j'espère, en soulignant le second point. Les grandes étapes de la révolution ont toujours eu deux significations: l'une pratique, immédiate, qui peut être vérifiée dans les nouvelles institutions et les nouveaux comportements politiques et sociaux, et une autre, théorique, qui ne peut être vérifiée que dans la culture, si par culture on entend ce qui motive en profondeur la formation de la pensée humaine. La révolution française, appréciée au regard non pas de la vie antérieure, mais des idéaux de l'incendie révolutionnaire, a eu un résultat modeste: l'Etat qu'aujourd'hui nous condamnons par l'expression «jacobino-napoléonien», sans par là méconnaître les barrières qu'il a fait tomber, les forces historiques qu'il a libérées.

De toute façon, l'Etat «jacobino-napoléonien» n'a pas détruit la signification globale de la révolution française. La révolution

française a affirmé dans la culture de l'humanité le principe démocratique. Malgré sa réalisation imparfaite, malgré toutes les défaites de la démocratie, ce principe a pris de solides racines dans le cœur de l'homme et n'en a plus été retiré. Le fascisme, qui le niait ouvertement, a été balayé. Les Etats socialistes à parti unique, qui le nient en fait dans la pratique, ne peuvent pas le démentir dans la théorie et dans les rites de la vie politique.

Une observation analogue vaut pour la révolution soviétique. L'écart entre les aspirations révolutionnaires et l'Etat soviétique est si grand qu'il est désormais facile de conclure qu'elle n'a pas réalisé le communisme mais un capitalisme d'Etat rigide. Toutefois, en disant «capitalisme d'Etat», on met en évidence un aspect empirique de la réalité soviétique au détriment de son sens historique. Nous sommes conscients du fait que le communisme ne s'est pas réalisé. Mais nous devrions aussi être conscients du fait qu'après la révolution soviétique n'est plus légitime, sous l'angle culturel, la propriété privée des moyens sociaux de production. La vraie propriété sociale des moyens de production est encore lointaine, comme est encore lointaine, d'autre part, la démocratie véritable. Mais l'absolutisme est mort, je crois pour toujours, dans le cœur des hommes, comme est en train de mourir, dans le cœur des hommes, le principe de la légitimité de la propriété privée des moyens sociaux de production.

La pratique s'adapte à la démocratie imparfaite, guidée et manipulée de l'Occident; à la gestion guidée et manipulée de la production collective à l'Orient. La culture non. Et c'est la culture qui marque l'écart entre ce qui est et ce qui doit être, en motivant ainsi les courants les plus profonds de la vie.

A la lumière de ces observations, il me semble qu'on ne peut apprécier l'Etat européen sans considérer, à côté de sa négation pratique – comme pratique niée qui montre quelle pourra être sa réalité pratique – sa négation théorique, qui montre quel pourra être son sens culturel. En pratique, l'Etat européen niera, avec les conséquences que j'ai dites, l'Etat national. En théorie, il niera les nations, ou mieux, la fusion de la nation et de l'Etat, l'asservissement de la nation, qui par elle-même est culture et universalité, à l'Etat unitaire, c'est-à-dire fermé, qui par lui-même est puissance et particularité. Dans son message de Noël, en 1954, Pie XII<sup>e</sup>, un pape discuté, mais que pour autant on ne doit pas refuser d'écouter si et

quand il disait la vérité, a défini justement, à mon humble avis, l'Etat national comme une des créations les plus démoniaques de l'histoire humaine pour cette raison.

Quel est le sens de cette négation théorique? La fédération américaine ne permet pas de le constater. Il y a à cela des raisons historiques. Elle s'est formée dans ce qui était encore une venelle de l'histoire, à l'abri des grands conflits entre les Etats, et par la suite entre les classes. Et elle a nié – c'est la considération spécifique – treize petits Etats sans histoire étatique. Mais la fédération européenne devrait nier dès le commencement la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie: les grandes nations historiques. Bien. Les grandes nations historiques sont l'expression de la culture de la division politique du genre humain. Leur négation ne pourra pas ne pas correspondre à la négation de la culture de la division politique du genre humain.

La Fédération européenne sera un Etat entre les Etats. Elle dédoublera le loyalisme des citoyens, en ajoutant une élection européenne aux élections nationales. On peut penser qu'elle rompra l'équation citoyen=soldat, en abolissant le service militaire obligatoire. Mais elle aussi devra défendre son autonomie, même avec des moyens militaires, comme puissance entre les puissances. Dans la pratique, elle restera sur le terrain de la division politique du genre humain, même si l'examen de sa raison d'Etat, qui exigerait un autre développement, conduit à retenir qu'elle sera moins brutale, et socialement moins comprimée, que l'Union soviétique et les Etats-Unis.

Mais, dans la théorie, la Fédération européenne se placera sur le terrain de la négation de la division politique du genre humain. C'est la chose historiquement la plus importante. La culture de la division politique du genre humain est la culture qui a légitimé dans les faits, en mystifiant le libéralisme, la démocratie et le socialisme, soviétique ou non, le devoir de tuer. La culture de la négation de la division politique du genre humain est la négation historique de ce devoir, elle est l'affirmation, dans la sphère de la culture, du droit de ne pas tuer, et le cadre de la lutte pour l'affirmer également en pratique, au-delà de la Fédération européenne, par la fédération mondiale et l'émancipation de tous les hommes.

Voilà, pour nous, ce que la vie de l'Europe ne peut pas ne pas être.

*Résumé de l'intervention de Mario Albertini*

J'éprouve beaucoup de satisfaction à m'adresser à ce XIII<sup>e</sup> congrès dans la situation actuelle des fédéralistes et de l'Europe. Par ailleurs, j'ai le sentiment que cette situation exige un engagement profond.

J'envisagerai successivement notre situation et celle de l'Europe.

De notre côté, nous avons la possibilité de l'unité des fédéralistes: réunification avec les amis allemands, néerlandais, belges et français dont nous étions séparés; unification avec les amis britanniques qui ont mené le combat pour l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté, et bien entendu, avec ceux des autres pays.

Permettez-moi de faire encore un peu de «théologie», ce qui m'a été gentiment reproché hier par un ami britannique, bien que, dans mon esprit, il s'agisse de comprendre le sens de l'histoire que nous vivons:

a) l'unité, c'est l'efficacité; c'est l'évidence même que «l'union fait la force»;

b) l'unité, c'est la crédibilité; c'est l'évidence même qu'il est impossible de ne pas savoir faire entre nous ce que nous demandons aux partis et aux gouvernements, c'est-à-dire de s'unir pour ce qui est nécessaire sur le plan européen;

c) mais il y a autre chose, et c'est ici qu'on commence à faire de la «théologie».

Nous avons surmonté l'obstacle pratique qui a arrêté l'effort international des libéraux, des démocrates et des socialistes: les frontières en tant que limite de la mobilisation des citoyens, des travailleurs, des masses. C'est l'obstacle que le socialisme et tout ce que le libéralisme et la démocratie contiennent d'internationalisme n'ont pas su surmonter à partir de la première guerre mondiale et de l'échec de la tentative de grève internationale qui aurait pu l'empêcher. C'est là que commence la crise de la pensée et de l'action des socialistes, des libéraux et des démocrates. Cette crise n'est pas sans rapport avec les tragédies que l'Europe a connues et le fait que la gauche a toujours été sur la défensive et incapable d'offensive.

Notre unité est bonne, et nous le verrons, pour la bataille européenne qui va se déclencher. Mais c'est justement pour cette raison qu'elle est bonne aussi pour le combat politique global.

C'est ainsi qu'on peut lancer un pont vers la jeunesse et la contestation qu'il faut comprendre.

De ce point de vue, je me propose de soumettre au congrès un texte qu'on a dit «historique». Ce n'est pas que je veux proposer un débat «théologique» qui devrait déboucher sur un dogme. Au contraire. Ce que je voudrais, c'est que la pensée politique et sociale, dont procède l'engagement, et tous les esprits se mobilisent dans le combat pour l'Europe. Toute action a eu ses grands théoriciens, et c'est par là que la jeunesse bouge, que la volonté se forme, que naissent les grandes options. Le libéralisme est inconcevable sans ses grands théoriciens, de même la démocratie, de même le socialisme.

Si de Gaulle parlait de volapük intégré, si Pompidou parle de l'homme européen, lance un référendum européen, mais refuse l'élection directe du Parlement européen, c'est que les fédéralistes eux-mêmes n'ont pas su faire comprendre ce qu'il y a de fédéraliste dans la culture européenne, l'expression de l'unité dans la diversité, qui en est une constante. C'est la pensée de Kant qui est la première tentative d'expliquer le cours de l'histoire sur une ligne fédéraliste. C'est cette source profonde qui est l'essentiel de la culture européenne et que celle-ci a développé dans tous les pays, dans la formation du libéralisme, de la démocratie et du socialisme, dans la naissance et la vie d'une âme européenne. Cet homme européen a le droit d'être maître de son destin.

Du côté de la situation politique de l'Europe et du monde, il y a le référendum européen de Pompidou: c'est un fait spectaculaire, mais il s'inscrit dans une série de faits spectaculaires: la décision de Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or, c'est-à-dire «le commencement de la fin» de l'hégémonie monétaire américaine, la décision de Nixon de se rendre en Chine, c'est-à-dire la consécration de la fin de l'équilibre bipolaire qui a régi le monde jusqu'à maintenant.

Dans cette situation, il faut beaucoup de passion lucide, le recours à la raison. Il s'agit là d'une occasion historique unique, peut-être la dernière. Si le monde en formation ne voit pas la naissance de l'Europe, il peut exclure l'Europe. Premier point: ce qu'on peut obtenir. L'outil d'analyse nous est fourni par l'enjeu: l'union économique, monétaire et politique et la possibilité pour l'Europe de s'exprimer d'une seule voix. C'est Pompidou qui l'a dit. C'est le livre blanc du gouvernement britannique pour l'adhésion du Royaume-Uni qui a parlé du bien-être et de la sécurité des Britanniques en tant que choix européen, donc de la



nécessité d'une politique économique et d'une politique étrangère européennes.

Ce choix européen des gouvernements français et britannique constitue le fait dominant de l'évolution politique des années à venir, car l'Allemagne, engagée dans la Ostpolitik, doit suivre. Ce processus est entamé. C'est la force dominante.

Cela se traduit par une analyse de la réalité. Il est exclu que ce processus aboutisse sans Fédération européenne. Mais nous le savons. C'est donc à nous d'exploiter ce processus pour qu'il aboutisse. La conscience de la nécessité de la Fédération, pour que l'Europe s'exprime d'une seule voix, n'existe pas encore dans les forces impliquées dans ce processus. Mais elle est un aspect de cette réalité. Le spectaculaire arrive, il doit aussi venir de nous. Bien entendu, si nous sommes à la hauteur de la tâche.

Il faut étudier comment la préparer. Le point fondamental c'est la ligne de partage entre le succès et l'échec: l'élection européenne, les partis au niveau européen et, par là, le pouvoir européen comme enjeu de leur compétition européenne. En face de l'exigence de l'élection européenne, comment contribuer à son avènement:

1) En rassemblant tous ceux qui sont favorables à cette élection. L'unité des fédéralistes constitue le point de repère pour un rassemblement plus large. Avec le référendum et l'idée que le peuple doit être consulté, la pensée d'elle-même va à l'idée qu'il faut consulter le peuple pour lui faire élire ses représentants européens. Il en est ainsi déjà et l'idée est de nature à se répandre. Elle divisera les partis, les syndicats, et atteindra l'opinion.

2) Le point fort de ce rassemblement, ce sont les anneaux faibles de la chaîne. C'est de là que peut venir une forte concentration de l'esprit et de la volonté: je voudrais donner un exemple au niveau des Etats (Espagne, Portugal, Grèce, et peut-être Italie). Permettez-moi de faire une considération personnelle: vous savez que l'Italie risque à nouveau, bien que le danger soit pour l'instant surévalué, de retomber dans une sorte de fascisme. Je me rappelle le sentiment d'amour et de haine que j'avais, étant jeune, sous le fascisme, pour les grandes démocraties européennes, la France et la Grande-Bretagne. C'était à la fois l'idée que la démocratie existait, donc l'espoir de la recouvrer, et la déception, car Churchill considérait que le fascisme était nécessaire pour les Italiens. C'est aujourd'hui l'expérience vécue en Espagne, au Portugal, en Grèce et, à ce sujet, il faut souligner

que l'Europe économique n'a pas épargné à la Grèce la perte de ses libertés. Le club des riches n'a rien à voir avec la véritable Europe. Même les riches risquent de se perdre, leur autosatisfaction les empêche de trouver dans la générosité pour les autres la possibilité de comprendre qu'eux-mêmes doivent subordonner à des fins humaines, à la qualité de la vie, leur statut de satisfaits. J'ai cité ces pays, mais il s'agit aussi des régions sous-développées (dans les pays riches eux-mêmes), des travailleurs, des exploités et des socialement faibles. Il faut représenter ces pays, ces régions, ces travailleurs, ces exploités, ces socialement faibles. De quelle façon? Ils n'ont pas compris l'Europe car l'Europe économique les exclut. Ils veulent aller au delà de l'Europe, mais, dans l'immédiat, on ne peut que choisir l'Europe valable. Si l'on recourt à la «théologie», on peut comprendre que la construction européenne est aussi la destruction de l'Etat national exclusif: sa signification profonde, c'est la destruction de ce qui divise les peuples, les travailleurs; la destruction de l'obstacle qui empêche la contestation de comprendre sa fonction morale et d'assumer un véritable rôle politique.

C'est de la «théologie», mais sans cette «théologie», il est impossible de lancer un pont vers les pays méditerranéens, les travailleurs, les exploités et la jeunesse. C'est ici qu'intervient le rapport entre les prises de position politiques et la stratégie. Les prises de position éclairent les buts politiques et sociaux: c'est «l'Europe pour quoi faire?». Sans cette théologie, il est impossible de détruire les États nationaux et la division. Cela relève de la stratégie, mais n'est pas sans rapport dialectique avec le sens humain du combat pour l'Europe.

Il faut donc, d'un côté, un cadre très large pour le rassemblement de tous ceux qui sont et peuvent devenir favorables à l'élection du Parlement européen, et de l'autre, un cadre plus restreint qui constitue le noyau dur par lequel peut s'exprimer le sens de l'opération européenne, ses buts politiques, ses buts sociaux. Pour cela, il faut une action-cadre pour faire naître dans la réalité la confrontation avec les buts affirmés, le débat avec les socialistes, les communistes et la contestation.

C'est difficile car les fédéralistes s'excluent des élections nationales pour ne pas diviser les forces de progrès et les pays entre eux. D'où la nécessité de concevoir une action qui puisse additionner et capitaliser les résultats dans l'espace et dans le temps.

Prenons l'exemple de la grève européenne, comme celle des dockers de Gênes et de Marseille. En soi, elle reste un fait isolé, sans conséquence. Mais si l'on pouvait l'inscrire dans un action-cadre au moyen d'un engagement profond pour l'Europe constitutionnelle, alors on pourrait établir un lien avec d'autres actions et additionner ce résultat aux résultats dans d'autres domaines (intellectuels qui ont compris la nécessité de transformer profondément la structure de l'Etat et de l'économie; travailleurs qui luttent pour participer humainement, dans les limites de ce qui est pour l'instant matériellement possible, à la gestion de l'entreprise et de l'économie globale...).

Cette action doit avoir trois volets:

a) le premier est tactique: c'est l'élection unilatérale comme levier politique pour poser efficacement et avec des forces réelles le problème de l'élection générale;

b) ce qu'on a appelé le «plan Spinelli», la lutte pour attribuer un rôle au Parlement européen afin d'obtenir des «sommets» que cette assemblée participe à la construction progressive d'une union économique et monétaire et à la refonte des institutions communautaires, que les diplomaties nationales ne sont pas capables de réaliser même si elles ont décidé de les entreprendre;

c) la définition du point d'arrivée, c'est-à-dire la constitution que l'Europe doit avoir: Carl J. Friedrich avait remarqué qu'on ne peut pas engager les sentiments des hommes sans faire apparaître l'enjeu et le point d'arrivée; ce n'est qu'ainsi qu'on peut mobiliser les énergies pour la construction de l'Europe.

Le temps presse. Dans une dizaine d'années, le sort de l'Europe sera peut être décidé. Une partie de la responsabilité en incombe aux fédéralistes, les seuls qui ont la conscience de la situation historique.

Les responsabilités des grands changements de l'histoire ont toujours été assumées globalement par des avant-gardes. Ou bien l'avant-garde fédéraliste sera capable d'assumer cette responsabilité, ou bien l'Europe ne se fera pas.

In «Le Fédéraliste», XIV (1972), n. 3. Una parte di questo testo riprende l'Intervento alla Tavola rotonda su «Le service militaire obligatoire et l'objection de conscience dans le perspective d'une Europe fédérale», del 1971. Al Rapporto segue il riassunto dell'intervento orale al Congresso.